Afrique SCIENCE *29(5) (2026) 82 - 92*
ISSN 1813-548X, http://www.afriquescience.net

Effets des services financiers offerts par l'Union des Clubs d'Épargne et de Crédit (UCEC) sur les conditions de vie de ses membres dans les Monts Mandara au Cameroun

Yakouba BLAMA[1*], Marlène Sarah Domo NGAHANE[1] et Philippe VICHE[2]

[1] *Université de Maroua, École Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, Département d'Agriculture, Élevage et Produits Dérivés, BP 46, Maroua, Cameroun*
[2] *Comité Diocésain de Développement, Union des Clubs d'Épargne et de Crédit, BP 49, Maroua, Cameroun*

(Reçu le 05 Juin 2026 ; Accepté le 18 Août 2026)

* Correspondance, courriel : *blama_yakouba@yahoo.com*

Résumé

Dans les monts Mandara, au Cameroun, l'accès limité aux services financiers constitue un frein majeur à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Cette étude avait pour objectif d'évaluer l'accès des membres de l'Union des Clubs d'Épargne et de Crédit (UCEC) aux services financiers ainsi que les effets de ces services sur les conditions de vie des ménages. Une enquête a été menée auprès de 366 membres sélectionnés aléatoirement parmi les 7 516 adhérents des guichets de Koza, Mokolo et Mogodé. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré et analysées à l'aide du logiciel SPSS 20, au moyen de statistiques descriptives et du test du khi-deux. Les résultats montrent que les membres sont majoritairement des hommes (63,58 %), âgés de 36 à 45 ans (36,42 %) et ayant un niveau d'instruction secondaire (48,34 %). Plus de la moitié des ménages disposent d'un revenu mensuel inférieur à 40 000 FCFA (50,99 %). En ce qui concerne les services financiers, 88 % des membres se déclarent satisfaits des conditions d'adhésion et tous pratiquent l'épargne ; parmi eux, 72 % épargnent dans les Clubs d'Épargne et de Crédit. En outre, 50,33 % des membres ont déjà sollicité un crédit, parmi lesquels 92,11 % ont obtenu un financement. L'analyse statistique révèle une influence positive et significative du microcrédit sur les activités agricoles (V de Cramer = 0,622), l'alimentation (V de Cramer = 0,464) et la santé (V de Cramer = 0,489). L'épargne présente également des liens significatifs avec les activités génératrices de revenus (agriculture, élevage, artisanat et petit commerce). L'étude conclut que les services financiers de l'UCEC contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux grâce au renforcement des activités productives, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à un meilleur accès aux soins de santé.

Mots-clés : *microfinance, épargne, crédit, conditions de vie, inclusion financière, Monts Mandara, Cameroun.*

Abstract

Effects of financial services provided by the Union of Savings and Credit Clubs (UCEC) on the living conditions of its members in the Mandara Mountains of Cameroon

Limited access to financial services remains a major constraint to improving the livelihoods of rural populations in the Mandara Mountains of Cameroon. This study aimed to assess members' access to financial services provided by the Union of Savings and Credit Clubs (UCEC) and to evaluate the effects of these services on household living conditions. A survey was conducted among 366 members randomly selected from a total of 7,516 affiliates of the Koza, Mokolo, and Mogodé branches. Data were collected using a structured questionnaire and analysed with SPSS 20 through descriptive statistics and chi-square tests. The results showed that the majority of members were male (63.58%), aged between 36 and 45 years (36.42%), and had completed secondary education (48.34%). More than half of the households (50.99%) earned less than 40,000 FCFA per month. Regarding financial services, 88% of respondents were satisfied with the membership conditions, and all members saved; among them, 72% saved through the Savings and Credit Clubs. Furthermore, 50.33% of members had applied for a loan, of whom 92.11% successfully obtained credit. Statistical analysis revealed a significant positive effect of microcredit on agricultural activities (Cramer's V = 0.622), food security (Cramer's V = 0.464), and health (Cramer's V = 0.489). Savings also showed significant associations with income-generating activities, including agriculture, livestock production, handicrafts, and small-scale trade. The study concludes that UCEC financial services contribute significantly to improving rural household livelihoods by strengthening productive activities, enhancing food security, and facilitating access to healthcare.

Keywords : *microfinance, savings, credit, living conditions, financial inclusion, Mandara Mountains, Cameroon.*

1. Introduction

Environ quatre Camerounais sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté national, une situation qui a peu évolué au cours des deux dernières décennies. Avec la croissance démographique continue, le nombre de Camerounais vivant dans la pauvreté dépasse désormais dix millions d'individus [1]. Le PIB réel par habitant est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était dans les années 1980, et les emplois productifs restent rares, de sorte que la croissance économique réalisée ne profite pas suffisamment aux populations pauvres et vulnérables. Cette situation est encore plus préoccupante dans la région de l'Extrême-Nord, notamment dans les Monts Mandara. La pauvreté dans les monts Mandara est exacerbée par une combinaison de facteurs environnementaux, sociaux et économiques. Les populations font face à des difficultés liées au déficit hydrique en saison sèche, à la pression démographique, qui engendre une surexploitation des terres, et aux faibles rendements agricoles, malgré les techniques disponibles. Les migrations vers les plaines ou les centres urbains, ainsi que les activités informelles telles que la contrebande, constituent des stratégies de survie courantes, mais ne résolvent pas structurellement les problèmes d'intégration économique. Face à cette situation, les stratégies de développement promues dans les monts Mandara s'articulent autour de plusieurs axes : l'amélioration de la sécurité alimentaire par la diversification agricole (pisciculture, riziculture) et la valorisation des pratiques traditionnelles (culture en terrasses, sorgho, mil) ; le renforcement de l'artisanat local ; la gestion durable des ressources naturelles ; et l'inclusion financière [2]. L'accès aux services financiers dans les monts Mandara demeure très limité. Bien que des initiatives gouvernementales, telles que la Stratégie nationale de finance inclusive (SNFI) et des projets gouvernementaux, visent à en améliorer l'accès, les populations se tournent majoritairement vers l'économie informelle et l'épargne individuelle pour pallier ce déficit [3]. C'est dans ce contexte que le Comité Diocésain de Développement de

Maroua a mis en place l'UCEC (Union des Clubs d'Épargne et de Crédit), afin de faciliter l'accès aux services financiers dans la zone des monts Mandara. L'UCEC est un réseau de Clubs d'Épargne et de Crédit (CEC), établissements de microfinance de première catégorie, créés et gérés par leurs membres dans le but d'offrir des services financiers adaptés aux besoins des populations rurales, souvent exclues du système bancaire classique. L'UCEC a adopté la forme juridique d'une société coopérative d'épargne et de crédit, inscrite au registre des coopératives et des groupes d'initiatives communes (COOP-GIC) sous le n° EN/UCO/036/14/27795 du 24 avril 2014 à Maroua. L'objectif de cette étude est d'évaluer l'accès des membres aux services financiers offerts par l'UCEC ainsi que les effets de ces services sur les conditions de vie des ménages dans les monts Mandara, au Cameroun.

2. Matériel et méthodes

2-1. Zone d'étude

La zone d'étude est constituée des communes de Koza, Mokolo et Mogodé, situées dans les monts Mandara, dans le département du Mayo-Tsanaga ***(Figure 1)***. Le climat du département est de type soudano-sahélien, avec une température moyenne de 26 °C. La végétation est principalement composée d'une savane arborée dégradée, résultant des activités humaines (surexploitation agricole, surpâturage, exploitation anarchique du bois) et de conditions climatiques contraignantes.

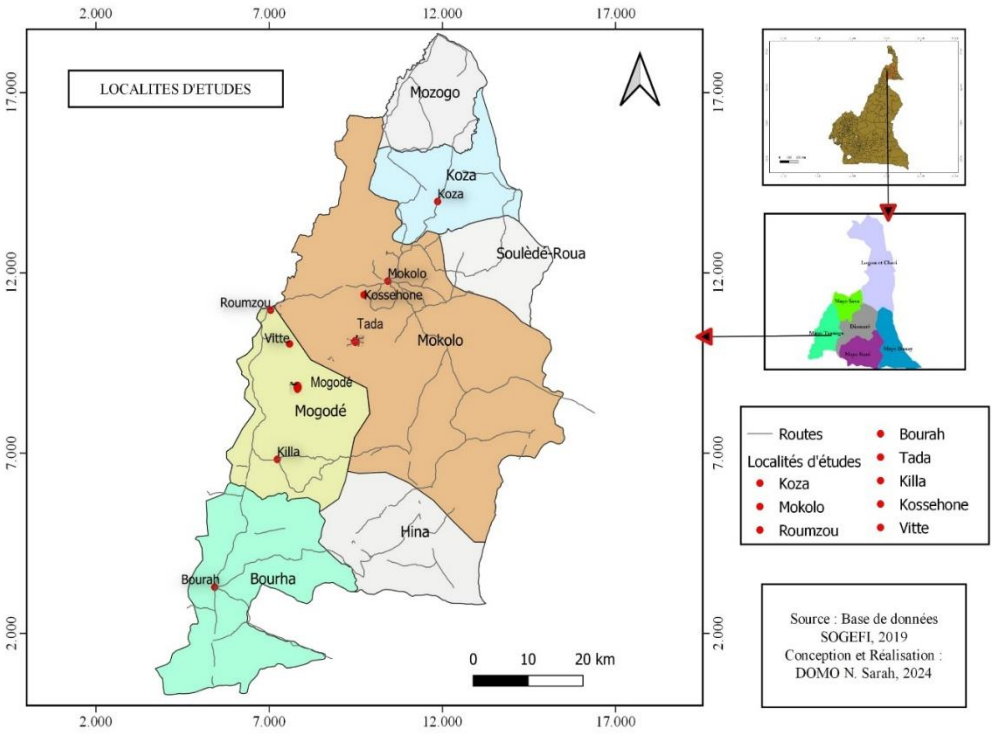


Figure 1 : *Présentation de la zone d'étude (communes de Koza, Mokolo et Mogodé, monts Mandara, Cameroun)*

2-2. Échantillonnage

La population cible de l'étude est constituée des membres affiliés aux guichets des CEC de Koza, Mogodé et Mokolo, soit 7 516 personnes. La taille de l'échantillon a été calculée selon la ***Formule*** de [4] pour chaque guichet :

$$\text{Taille de l'échantillon} = \frac{\frac{z^2 \times p\,(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p\,(1-p)}{e^2 N}\right)} \quad (1)$$

où, N est la taille de la population totale, e la marge d'erreur (5 % = 0,05) et z le score correspondant à un niveau de confiance de 95 % (z = 1,96). En appliquant cette formule, la taille de l'échantillon obtenue s'élève à 366 personnes. La sélection des enquêtés a été réalisée par tirage aléatoire systématique à partir des listes d'adhérents.

2-3. Collecte des données

Un questionnaire structuré, préalablement testé lors d'une enquête pilote, a été administré aux membres de l'échantillon. Les principales variables étudiées portaient sur les caractéristiques socio-économiques (sexe, taille du ménage, activité principale, revenu mensuel, niveau d'instruction), l'accès aux services financiers (épargne, crédit, formations) et les effets perçus sur les conditions de vie (alimentation, éducation, santé, habitat). Des entretiens semi-directifs ont également été conduits avec les responsables de l'UCEC et des différents guichets de la zone d'étude, afin de recueillir des informations complémentaires sur le fonctionnement de l'institution et les services offerts.

2-4. Analyse des données

Les données collectées ont été saisies et traitées à l'aide du logiciel SPSS, version 20. Les fréquences des variables ont été comparées à l'aide du test du khi-deux et la force des associations a été mesurée par le V de Cramer (phi de Cramer). Le seuil de significativité retenu est de $p < 0,05$.

3. Résultats et discussion

3-1. Caractéristiques socio-économiques des membres de l'UCEC

3-1-1. Répartition par sexe

La ***Figure 2*** illustre la répartition des membres de l'UCEC selon le sexe. Une prédominance masculine est observée, avec 63,58 % d'hommes contre 36,42 % de femmes. Ce schéma reflète les inégalités de genre en matière d'accès aux activités économiques au Cameroun. Selon l'Institut National de la Statistique [5], le taux d'activité économique des hommes (77,3 %) est supérieur à celui des femmes (72 %), les hommes assumant davantage le rôle de chefs de ménage et de pourvoyeurs de ressources. Cette disparité s'explique aussi par les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans l'entrepreneuriat, notamment la faiblesse de leurs revenus et les contraintes socioculturelles. Ces résultats rejoignent ceux de Randriamanampisoa [6], qui souligne le rôle prépondérant des hommes dans la gestion des ressources du ménage.

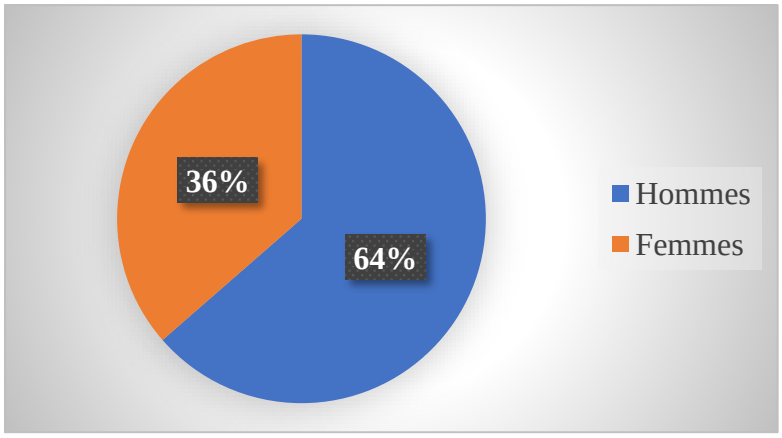


Figure 2 : *Répartition des membres de l'UCEC par sexe*

3-1-2. Répartition par tranche d'âge

La ***Figure 3*** présente la répartition des membres par groupe d'âge. La tranche 36-45 ans est la plus représentée (36,42 %), suivie de la tranche 26-35 ans (29,14 %). En revanche, les jeunes de 18 à 25 ans ne représentent que 6,62 % des membres, une sous-représentation qui peut s'expliquer par leur vulnérabilité accrue et une moindre stabilité économique. La prédominance de la tranche 36-45 ans s'explique par le fait que ces individus présentent une plus grande maturité financière et des responsabilités familiales qui les incitent à s'investir davantage dans des activités génératrices de revenus. Ces observations sont cohérentes avec les travaux de [7], qui montrent que les adultes d'âge mûr constituent le cœur des bénéficiaires actifs des programmes de microfinance en Afrique subsaharienne.

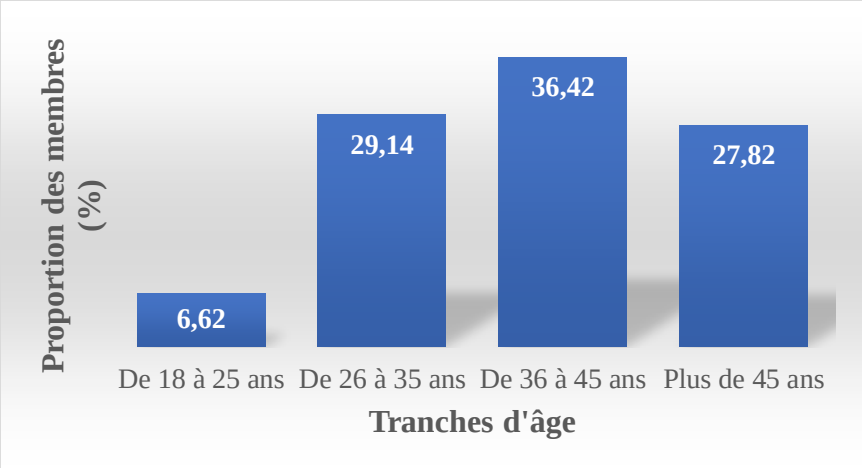


Figure 3 : *Répartition des membres de l'UCEC par tranche d'âge*

3-1-3. Niveau d'instruction

La ***Figure 4*** met en évidence le niveau d'instruction des membres. Il ressort que 17,22 % n'ont aucun niveau scolaire, 23,84 % ont atteint le niveau primaire, 48,34 %, le niveau secondaire, 9,93 %, le niveau universitaire et 0,67 % ont un autre type de qualification (techniciens supérieurs). Le fait que la majorité des membres aient, au mieux, le brevet d'études du premier cycle (BEPC) est cohérent avec la réalité rurale camerounaise, où les jeunes sont souvent engagés précocement dans des activités agricoles ou commerciales, au détriment de leur scolarisation.

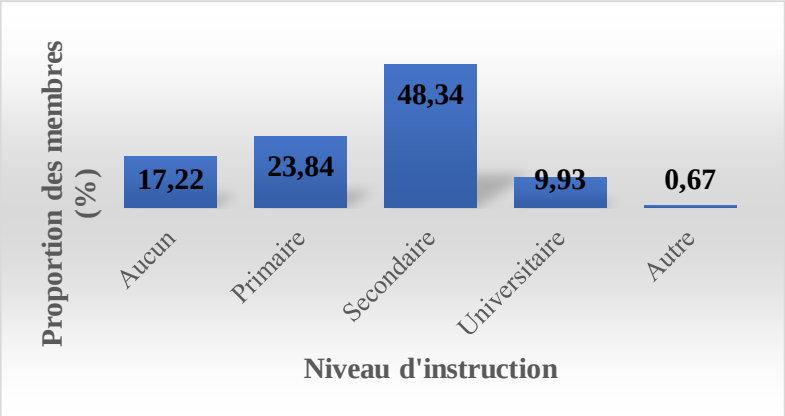


Figure 4 : *Répartition des membres de l'UCEC par niveau d'instruction*

3-1-4. Revenu mensuel des ménages

La ***Figure 5*** présente la distribution des revenus mensuels des ménages. Il ressort que 50,99 % des ménages vivent avec moins de 40 000 FCFA par mois, 17,23 %, avec un revenu compris entre 40 001 et 60 000 FCFA, 7,28 %, entre 60 001 et 80 000 FCFA, 6,62 %, entre 80 001 et 100 000 FCFA, tandis que 17,88 % déclarent un revenu supérieur à 100 000 FCFA. Selon les données de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 2024) [8], le seuil de pauvreté est fixé à 296 691 FCFA par personne et par an (soit environ 24 724 FCFA par mois). Ces résultats confirment la grande précarité des ménages ruraux des monts Mandara, dont les revenus, essentiellement agricoles, sont perçus de façon saisonnière.

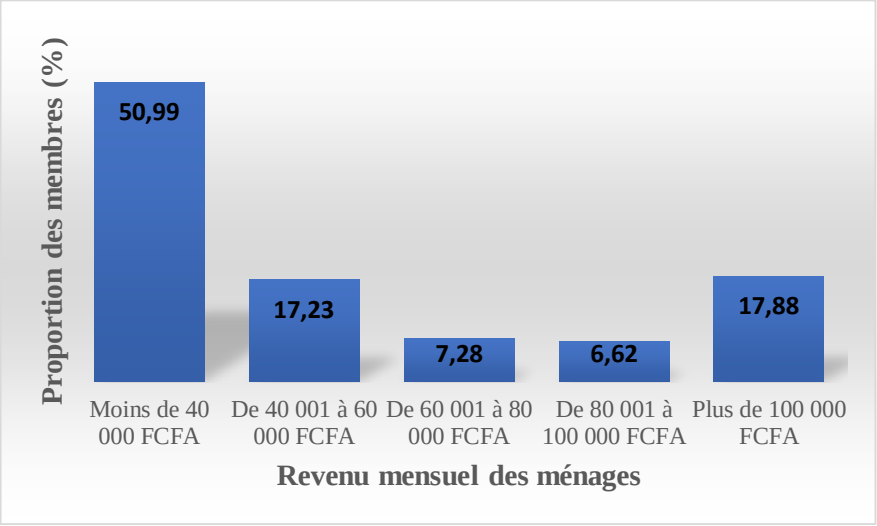


Figure 5 : *Revenu mensuel des ménages des membres de l'UCEC*

3-1-5. Taille des ménages

La ***Figure 6*** indique que 47,02 % des membres de l'UCEC vivent dans un ménage de moins de 5 personnes, 31,13 %, dans un ménage comptant entre 5 et 9 personnes, et 14,57 %, dans un ménage comptant entre 10 et 14 personnes à charge. La taille moyenne des ménages est de six personnes. Ces données confirment que les ménages ruraux sont de grande taille, ce qui reflète la persistance de la solidarité familiale et du recours à la main-d'œuvre familiale dans les activités agricoles. Cette situation tend cependant à diluer les revenus générés, contribuant ainsi à maintenir un niveau de vie globalement bas.

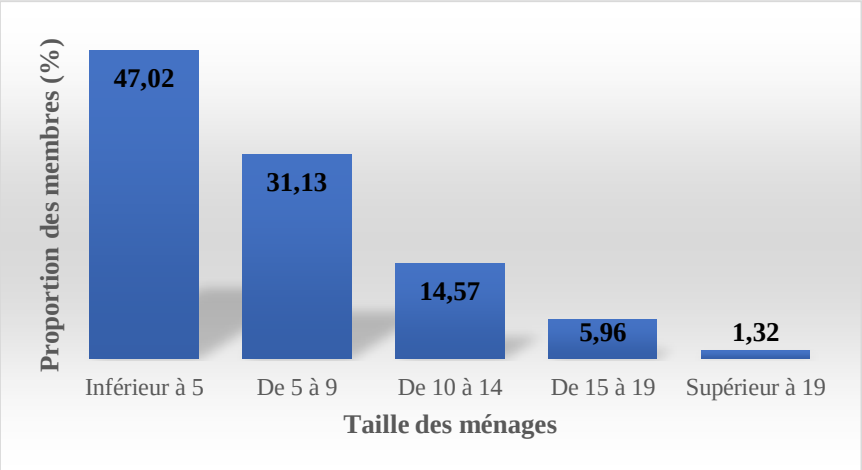


Figure 6 : *Répartition des membres de l'UCEC par taille des ménages*

3-2. Accès aux services financiers offerts par l'UCEC

3-2-1. Satisfaction à l'égard des conditions d'adhésion aux CEC

La ***Figure 7*** révèle que 88 % des membres de l'UCEC sont satisfaits des conditions d'adhésion, qu'ils jugent abordables et accessibles. Les membres apprécient particulièrement la confiance, la disponibilité du personnel, la flexibilité des services et la qualité des conseils prodigués. Ces éléments constituent des facteurs clés d'attraction et de fidélisation. Les 12 % de membres insatisfaits évoquent principalement le coût élevé des frais d'adhésion, lesquels comprennent l'adhésion proprement dite, la part sociale, le fonds de solidarité, la cotisation annuelle et les frais de construction des locaux. Cette charge financière, bien qu'annuelle, est jugée excessive par une fraction des adhérents, notamment les plus vulnérables, ce qui peut constituer un frein à l'élargissement de la base des membres.

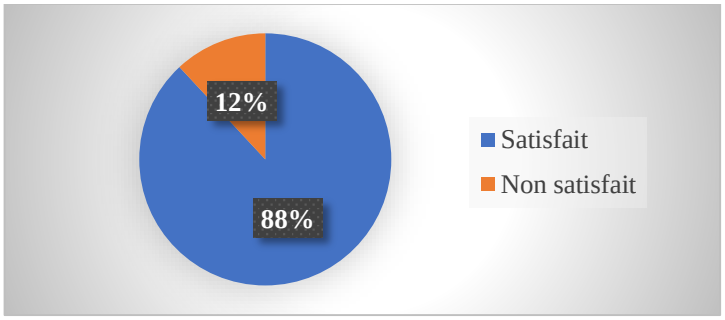


Figure 7 : *Satisfaction des membres de l'UCEC à l'égard des conditions d'adhésion aux CEC*

3-2-2. Épargne

L'étude révèle que l'ensemble des membres de l'UCEC pratiquent l'épargne, ce qui témoigne de l'accompagnement étroit fourni par l'institution. En l'absence d'un montant minimal d'épargne obligatoire, les membres effectuent des dépôts selon leurs capacités, parfois pour des montants aussi faibles que 500 ou 1 000 FCFA. Cette flexibilité est essentielle dans un contexte caractérisé par des revenus faibles et irréguliers. La ***Figure 8*** montre la répartition des lieux d'épargne : 72 % des membres épargnent dans les CEC, 18 % dans des tontines, 9 % à domicile et 1 % dans une autre institution de microfinance (MUFID de Mokolo). L'épargne en milieu rural constitue un mécanisme crucial de lissage de la consommation entre deux campagnes agricoles et de constitution d'une réserve de précaution [9].

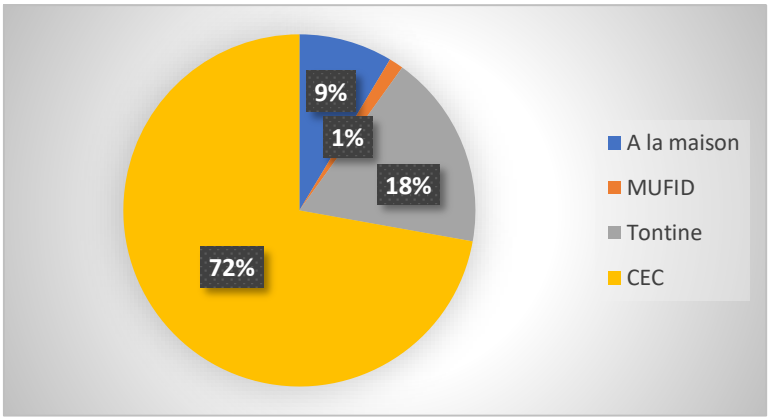


Figure 8 : *Lieux d'épargne des membres de l'UCEC*

3-2-3. Crédit

Les résultats montrent que 50,33 % des membres ont déjà sollicité un crédit, tandis que 49,67 % ne l'ont jamais fait. Parmi ces derniers, les principales raisons invoquées sont l'absence de besoin ressenti (46,67 %), l'insuffisance de garanties (17,33 %), le taux d'intérêt jugé élevé (14,67 %) et la crainte de ne pouvoir rembourser (10,67 %) ***(Figure 9)***.

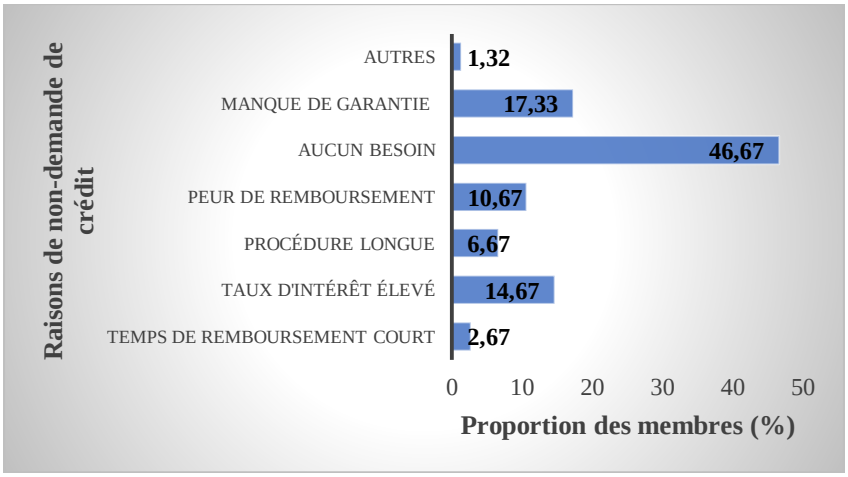


Figure 9 : *Principales raisons de non-demande de crédit auprès des CEC*

Parmi les 50,33 % de membres ayant soumis une demande de crédit, 92,11 % l'ont obtenu et 7,89 % ont essuyé un refus ***(Figure 10)***. Les rejets sont principalement liés à la présentation de projets jugés non productifs ou dont la rentabilité est insuffisante pour garantir le remboursement, conformément aux critères des comités de crédit des CEC.

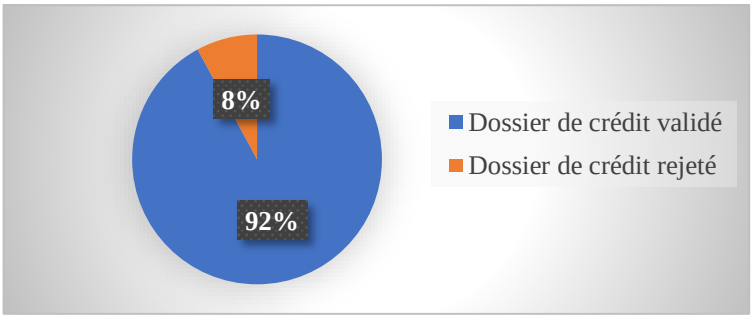


Figure 10 : *Résultats de l'examen des dossiers de crédit dans les CEC*

En ce qui concerne les remboursements, 63 % des emprunteurs ont honoré leurs échéances dans les délais contractuels, tandis que 27 % ont accusé des retards. Ces retards sont imputables à des facteurs divers : maladie, décaissement tardif du crédit, échec de l'activité financée, baisse des prix des denrées sur les marchés, faibles rendements agricoles ou encore manque de volonté de certains bénéficiaires ***(Figure 11)***.

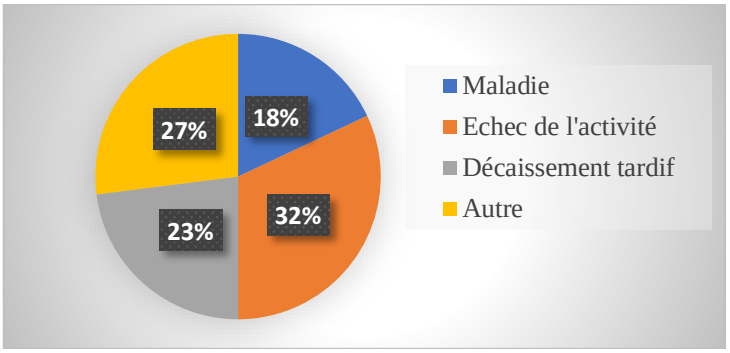


Figure 11 : *Raisons des retards de remboursement des crédits contractés auprès des CEC*

3-3. Effets des services financiers sur les conditions de vie des ménages

Le ***Tableau 1*** présente les résultats du test du khi-deux et du coefficient V de Cramer relatifs à l'influence du crédit et de l'épargne sur les activités génératrices de revenus (AGR) et les conditions de vie des membres.

Tableau 1 : *Influence du crédit et de l'épargne sur les AGR et les conditions de vie des membres de l'UCEC*

	Crédit		Épargne	
Variables	Khi-deux	**Phi de Cramer**	Khi-deux	**Phi de Cramer**
Activités génératrices de revenus (AGR)				
Agriculture	13,451***	0,622***	169,451**	0,710**
Élevage	3,376	0,220	171,089**	0,714**
Artisanat	1,072	0,124	111,666**	0,711**
Petit commerce	7,442	0,326	174,261**	0,720**
Fonctionnaire/salarié	14,971**	0,462**	169,647**	0,711**
Conditions de vie				
Alimentation	15,094**	0,464**	—	—
Éducation	12,275	0,419	—	—
Santé	16,768**	0,489**	—	—
Habitat	11,359	0,403	—	—

*** p < 0,05 ; *** p < 0,01 ; — : non applicable*

Les résultats indiquent une corrélation positive et significative entre l'octroi de microcrédits et l'agriculture (V de Cramer = 0,622, p < 0,01). Cette association de force moyenne s'explique par la vocation essentiellement agricole des populations rurales des monts Mandara, qui recourent aux microcrédits pour financer l'achat d'intrants et constituer des réserves alimentaires en période de soudure. Ces résultats

rejoignent ceux de [10], qui ont montré que le microcrédit contribue à l'augmentation des investissements agricoles dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne. Le microcrédit exerce également une influence positive et significative sur l'alimentation (V de Cramer = 0,464, $p < 0,05$) et la santé (V de Cramer = 0,489, $p < 0,05$). Les revenus générés grâce aux activités financées permettent d'améliorer la diversification alimentaire et de faciliter l'accès aux soins. Ces observations corroborent les conclusions de [11], selon lesquelles l'adhésion à un programme de microcrédit entraîne une augmentation des dépenses alimentaires et une amélioration de la qualité nutritionnelle. Plusieurs études confirment également que les ménages bénéficiaires de microcrédits améliorent leur accès aux soins médicaux [10, 12]. En revanche, les microcrédits n'exercent pas d'influence significative sur l'éducation et le logement. Dans les zones rurales des monts Mandara, la scolarisation des enfants est souvent reléguée au second plan, ceux-ci étant fréquemment mobilisés comme main-d'œuvre familiale dans les activités agricoles ou pastorales. Ces résultats divergent toutefois des travaux de [13], qui ont mis en évidence un impact positif de la microfinance sur la scolarisation des enfants en milieu rural et une réduction du travail infantile. S'agissant de l'épargne, les résultats montrent qu'elle entretient des liens significatifs avec l'ensemble des AGR pratiquées par les membres (agriculture, élevage, artisanat et petit commerce). Les coefficients V de Cramer oscillent entre 0,710 et 0,720, indiquant des associations de forte intensité. Cette épargne permet aux membres non seulement de faire face aux dépenses courantes et aux imprévus, mais également de planifier des investissements à plus long terme. Ces résultats sont cohérents avec ceux de Collins et al. [14], qui soulignent le rôle déterminant de l'épargne et des autres instruments financiers dans la gestion des risques et la planification financière des ménages à faibles revenus, notamment pour faire face aux urgences et financer la scolarité, les mariages, l'amélioration de l'habitat ainsi que les besoins liés à la vieillesse.

4. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'évaluer l'accès aux services financiers offerts par l'Union des Clubs d'Épargne et de Crédit (UCEC) ainsi que les effets de ces services sur les conditions de vie des ménages dans les monts Mandara, au Cameroun. Les résultats montrent que les services financiers de l'UCEC sont globalement accessibles et appréciés par les membres, comme en témoignent le niveau élevé de satisfaction à l'égard des conditions d'adhésion et la pratique généralisée de l'épargne. Le crédit constitue un levier important de développement des activités génératrices de revenus, particulièrement dans le secteur agricole. L'analyse statistique met en évidence une influence positive et significative du microcrédit sur l'agriculture, l'alimentation et la santé des bénéficiaires. L'épargne renforce, quant à elle, les capacités économiques des membres en leur permettant de mieux faire face aux dépenses courantes et aux situations imprévues. Toutefois, les effets observés sur l'éducation et l'habitat demeurent limités, ce qui suggère que les revenus générés sont prioritairement orientés vers la satisfaction des besoins essentiels. L'UCEC apparaît comme un instrument efficace d'inclusion financière et de lutte contre la pauvreté dans les monts Mandara. Le renforcement des capacités des membres, l'amélioration des mécanismes d'octroi et de suivi des crédits ainsi que la diversification des produits financiers pourraient accroître davantage son impact socio-économique. Des études longitudinales portant sur l'évolution des revenus et du niveau de pauvreté des ménages bénéficiaires permettraient de mieux mesurer les effets à long terme de ces services sur le développement rural.

Remerciements

Les auteurs remercient les membres et le personnel de l'UCEC pour leur disponibilité et leur coopération lors de la collecte des données. Ils adressent également leurs remerciements aux autorités locales des communes de Koza, Mokolo et Mogodé pour leur précieux concours.

Références

[1] - BANQUE MONDIALE, Cameroun : Vue d'ensemble, Banque mondiale, Washington, D.C., (2024). Disponible à l'adresse : https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview

[2] - FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA), A Technical Review of Select De-risking Schemes to Promote Rural and Agricultural Finance in Sub-Saharan Africa, FIDA, Rome, (2021) 92 p.

[3] - MINISTÈRE DES FINANCES DU CAMEROUN (MINFI), Stratégie nationale de finance inclusive (SNFI) 2023-2027, MINFI, Yaoundé, (2020) 64 p.

[4] - W. G. COCHRAN, Sampling Techniques, 3rd Edition, John Wiley & Sons, New York, (1977) 428 p.

[5] - INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun, INS, Yaoundé, (2020) 112 p.

[6] - H. RANDRIAMANAMPISOA, « Microcrédit et lutte contre la pauvreté en milieu rural malgache : une analyse par les capabilités », *Management & Avenir*, 46 (6) (2011) 319 - 335. DOI : https://doi.org/10.3917/mav.046.0319

[7] - J.-M. SEVERINO et O. RAY, Le temps de l'Afrique, Éditions Odile Jacob, Paris, (2010) 313 p. DOI : https://doi.org/10.3917/oj.sever.2010.01

[8] - INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 5) : rapport principal, INS, Yaoundé, (2024) 198 p.

[9] - F. GUBERT et F. ROUBAUD, Analyser l'impact d'un projet de microfinance : l'exemple d'ADéFI à Madagascar, Notes et Documents n° 19, Agence française de développement, Paris, (2005) 117 p.

[10] - J. SEBSTAD et G. CHEN, Overview of Studies on the Impact of Microenterprise Credit, Management Systems International (MSI), Washington, D.C., (1996) 52 p.

[11] - B. MKNELLY et C. WATETIP, Preliminary Evidence that Integrated Financial and Educational Services Can Be More Effective against Hunger and Malnutrition, Freedom from Hunger Research Paper, n° 2, Davis, Californie, (1996) 34 p.

[12] - S. R. KHANDKER, Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh, Oxford University Press/World Bank, New York, (1998) 228 p.

[13] - J. H. MALDONADO et C. GONZÁLEZ-VEGA, The Influence of Microfinance on the Education Decisions of Rural Households: Evidence from Bolivia, World Development, 36 (11) (2008) 2440 - 2455. DOI : https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2008.04.004

[14] - D. COLLINS, J. MORDUCH, S. RUTHERFORD et O. RUTHVEN, Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on $2 a Day, Princeton University Press, Princeton, (2009) 312 p.